

Attentat de Berlin : les autorités allemandes sont sous le feu des critiques



Anis Amri, le terroriste qui fait l'objet d'un avis de recherche en Europe, était connu de la police.

Les nuages s'assombrissent au-dessus d'Angela Merkel. Depuis que la police a révélé que le suspect tunisien de l'attentat au camion à Berlin était connu pour être un islamiste dangereux, les autorités allemandes sont sous le feu des critiques. Angela Merkel doit donc affronter un flot d'accusations outre celles qui concernent sa politique d'accueil généreuse des réfugiés en Allemagne.

Connu des services allemands et américains

Anis Amri était donc bien connu de la police allemande. Durant l'année, il a fait l'objet d'une surveillance, notamment à Berlin où on le soupçonnait de préparer un cambriolage pour financer l'achat d'armes automatiques et un attentat. Néanmoins, l'enquête a été abandonnée par le parquet en septembre faute d'éléments probants. Cependant, sa demande d'asile a été rejetée mais son expulsion a été bloquée par son pays d'origine.

Le New York Times affirme de son côté, que ce suspect numéro 1 était aussi connu des autorités américaines pour avoir au moins une fois été en contact avec l'État islamique et avoir fait des recherches sur internet afin de fabriquer des explosifs. Et le magazine allemand Der Spiegel, qui cite les écoutes téléphoniques de "prédicateurs" islamistes, affirme qu'il s'était proposé "depuis des mois" pour une mission-suicide. Malgré cette longue liste de suspicions, celui qui a tué 12 personnes et blessé 48 au marché de Noël ce lundi a été laissé en liberté par manque de preuve ou, semble-t-il, de coordination entre les différentes administrations.

[>>> À lire aussi : Cette autre menace silencieuse qui inquiète les agences européennes de lutte contre le terrorisme](#)

Lacunes du système

"Ce n'est pas comme cela que nous allons garantir la sécurité de l'Allemagne", a dénoncé l'un des responsables du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel (CDU), Armin Laschet, à propos des failles ayant empêché l'arrestation ou l'expulsion d'Anis Amri. Le cas Anis Amri place "une loupe" sur les lacunes du système, a lancé un autre membre de la famille politique de la chancelière, Stephan Mayer.

Trois jours après l'attaque meurtrière, la police semble n'avoir aucune idée du lieu où il peut se cacher. Une récompense de 100 000 euros est même proposée. Le fugitif, probablement armé, "a pris le large", pronostique un enquêteur sous couvert d'anonymat dans Die Welt.

[>>> À lire aussi : Quand l'attentat de Berlin révèle à ceux qui en doutaient encore la vraie nature de l'hostilité de l'Etat Islamique face à l'Occident](#)